

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

La croissance a ralenti à 2,1% en 2020 contre 6,8% en 2019 en raison de la COVID-19. La croissance a été principalement tirée par les secteurs manufacturier et la construction, du côté de l'offre, et les investissements, du côté de la demande. Le pays a mené une politique monétaire accommodante pour soutenir le crédit et la croissance économique, avec une réduction du taux directeur de 7% en août 2018 à 5% en mai 2020, et ce taux est resté inchangé depuis. L'inflation est tombée à 3,3% en 2020 contre 3,5% en 2019, en raison d'une baisse constante des prix des denrées alimentaires. Les taux de change sont restés stables en partie en raison des interventions de la Banque de Tanzanie pour assurer la stabilité du marché des changes. Les efforts d'assainissement budgétaire menés par le gouvernement tanzanien ont contribué à réduire les dépenses courantes, mais l'impact négatif du COVID-19 sur les revenus a fait croître légèrement le déficit budgétaire. Celui-ci est en effet passé de 2,0% du PIB en 2019 à 2,3% du PIB en 2020, ce qui reste néanmoins inférieur à l'objectif du gouvernement de 5%. Le déficit a été financé en grande partie par les emprunts sur le marché intérieur. Le déficit du compte courant s'est légèrement amélioré pour s'établir à 3,2% du PIB —contre 3,4% en 2019 —en raison de meilleures performances à l'exportation, en particulier les exportations d'or. Le ratio de prêts non performants est passé de 9,8% en décembre 2019 à 11,0% en avril 2020, principalement en raison de contraintes de liquidité dans le secteur privé, en partie à cause du COVID-19.

Les Tanzaniens sont devenus plus nombreux à vivre en dessous du seuil de pauvreté, car la pandémie a affaibli les secteurs à fort potentiel d'emploi, notamment l'agriculture et l'industrie manufacturière. On estime que la pandémie pourrait faire plonger 500 000 Tanzaniens supplémentaires sous le seuil de pauvreté. De plus, les inégalités se sont probablement aggravées pendant la pandémie.

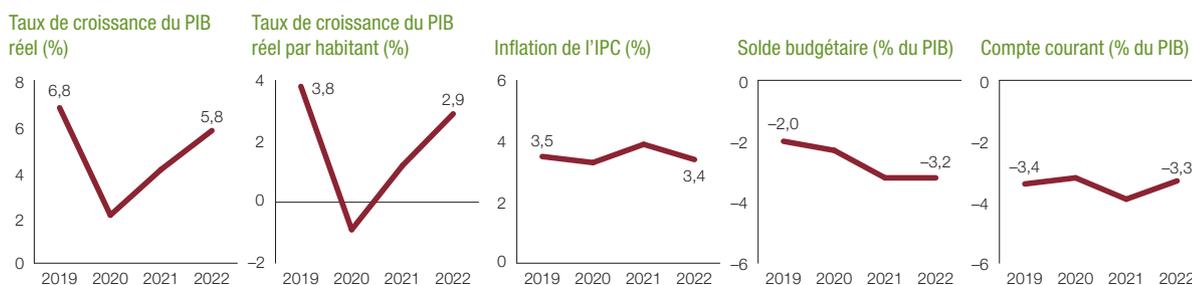
Perspectives et risques

Les perspectives économiques sont positives, avec une croissance du PIB réel prévue à 4,1% en 2021 et 5,8% en 2022, en raison de l'amélioration des performances du secteur du tourisme et de la réouverture des artères commerciales. Les augmentations des prix de l'énergie et des carburants devraient persister en 2021, portant l'inflation globale à 3,9% et 3,4% en 2021 et 2022 respectivement. Les dépenses consacrées aux grands projets d'infrastructure ainsi que la faiblesse des

recettes fiscales devraient creuser le déficit budgétaire à 3,2% du PIB en 2021 et 2022. Celui-ci sera financé principalement par des emprunts extérieurs. Le déficit du compte courant devrait atteindre 3,9% du PIB en 2021, en raison des effets persistants de la COVID-19 sur les exportations de marchandises et de l'augmentation des importations de biens d'équipement pour les grands projets d'infrastructure. Il devrait ensuite revenir à 3,3% du PIB en 2022. Les principaux risques qui pèsent sur les perspectives sont les lenteurs de la réglementation commerciale, qui freinent l'activité du secteur privé ; ainsi que les incertitudes concernant la pandémie. La pauvreté et le chômage devraient rester élevés en raison du ralentissement de l'activité du secteur privé.

Questions et options de financement

La dette publique totale de la Tanzanie s'élevait à 39,2% du PIB en octobre 2020, la dette extérieure représentant 73,0% du total. La part de la dette publique intérieure a légèrement augmenté, passant de 26,1% de la dette totale en octobre 2019 à 27% en octobre 2020, en partie en raison de l'augmentation des besoins de financement. L'augmentation des besoins de dépenses publiques et la réduction des dons ont fait passer les besoins de financement de 1,8% du PIB en 2018 à 2,8% du PIB en 2020. Ceux-ci devraient encore augmenter à 3,2% et 3,4% du PIB en 2021 et 2022 respectivement. L'importance des besoins de financement a fait passer la dette non concessionnelle de 1,2% du PIB en 2018 à 1,7% du PIB en 2020 et celle-ci atteindre 2,0% du PIB en 2022. Le risque de surendettement public extérieur est faible, mais la pandémie est susceptible d'aggraver les vulnérabilités causées par la réduction des recettes publiques et la diminution de la capacité d'emprunt concessionnel. Pour préserver la viabilité de la dette, la Tanzanie devra maîtriser les coûts de financement de la dette, augmenter les exportations et renforcer la mobilisation des ressources intérieures, afin de substituer à une dette commerciale coûteuse. En outre, le gouvernement peut bénéficier de mécanismes innovants pour financer le développement, tels que le financement par actions des investissements publics ; la création d'une classe d'actifs pour les projets publics ; et le recours accru aux partenariats public-privé. Les réserves brutes de 4,8 milliards de dollars —soit 5,6 mois d'importations —en novembre 2020 étaient inférieures à l'objectif de 6 mois fixé par la Communauté de développement de l'Afrique australe, et ne devraient donc pas couvrir les besoins de financement à court terme.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.